



# La Commune



## Mais que fait la police ?

Publié le samedi 07 mai 2016



Sous les oripeaux bien élimés de « pays des droits de l'Homme », la France a toujours conservé l'âme d'un État policier particulièrement autoritaire et brutal. Aujourd'hui, chaque possesseur d'un téléphone portable ou presque, peut devenir un vidéaste potentiel et prendre sur le vif les exactions policières. Mais, outre l'inventaire de ces violences qui émaillent le rejet du projet de loi El Khomri, se pose la question : quel est le véritable rôle de la police ?

Dès la présentation de son projet de loi dans les médias, Myriam El Khomri a évoqué la possibilité d'un recours au 49-3. Ce dispositif, qui permet à un gouvernement de faire passer une loi en force, sans même s'abaisser à passer par le vote d'un Parlement pourtant « aux ordres », est d'une violence remarquable.



Si l'on ajoute à cela la violence sociale que porte le texte lui-même, nous avons déjà une bonne indication sur les intentions « démocratiques » de Hollande-Valls.

Le recours à la matraque apparaît alors on ne peut plus naturel.

Avec Internet, rien ne peut être caché, pas le moindre petit coup de poing, vite fait en passant, à un jeune menotté, pas la moindre manœuvre de provocation lors d'une manifestation, pas la moindre tête de mort dessinée par un policier sur sa matraque.

Un État bourgeois comme l'État français ne peut se passer de l'existence de ses « forces de l'ordre ».

Si défendre la veuve et l'orphelin peut contribuer à maintenir l'ordre bourgeois, à faire en sorte que le capital capitalise et que les travailleurs triment docilement, alors la police défendra la veuve et l'orphelin. Mais si ces derniers ont le malheur de manifester contre une loi vitale pour les taux de profit, la matraque s'abattra sur eux, impitoyablement.

### Les « casseurs », la belle aubaine

Comme dans tout mouvement protestataire, les manifestations sont l'objet d'une guerre de communication. L'État peut compter sur les médias, quasiment tous

subventionnés, pour bénéficier d'un soutien sans faille. Si ce ministère de la Propagande, qui ne dit pas son nom, a du plomb dans l'aile à cause des réseaux sociaux et de leurs infos « parallèles », il conserve cependant un rôle non négligeable.

Orienter l'information sur les « casseurs » et les (pauvres) policiers blessés, reste un concept très vendeur. Nous ne sommes plus en présence du rejet massif d'une loi scélérate, mais d'un simple affrontement entre police et voyous.

## Bons flics, mauvais flics ?

Il n'est pas question ici de dénoncer les agissements de tel ou tel fonctionnaire de police qui serait plus réactionnaire, plus violent, plus raciste que la moyenne. La police ne constitue pas une somme d'individualités disparates. Elle reste un bloc, le bras armé et obéissant de l'État. Si des cortèges sont provoqués, voire menacés, si des syndicalistes sont tabassés, voire arrêtés, il ne s'agit pas d'actions individuelles isolées et engagées par quelques cerbères incontrôlables. Nous sommes en présence d'une volonté gouvernementale. Il s'agit d'instaurer la peur, de briser l'opposition à la loi travail.

## Quand Mélenchon s'en mêle...

L'inénarrable Mélenchon a des leçons à donner sur tout. La question des violences policières ne déroge pas à la règle. « *Nous n'avons aucune gloire à tirer du fait qu'un policier soit grièvement blessé par une pierre, aucune gloire. Ça me fait mal au cœur pour lui, comme pour le même qui a perdu son œil* »<sup>1</sup>. (Notons au passage le très paternel, le très familier terme « même »...). Belle manière de renvoyer dos à dos policiers et « casseurs ». Doctement il conseille : « *rappeler les règles : pas de tirs tendus, pas d'utilisation de flash-ball pendant les manifestations, pas de présence de la BAC [brigade anticriminalité] pendant les manifestations, la BAC n'est ni équipée ni organisée pour ça* »<sup>1</sup>.

Merci pour le tuyau, camarade, c'est bien noté, il y a les bonnes violences policières et les mauvaises. Si un jour on a besoin d'un ministre de l'Intérieur, pas de problème, on t'appelle.

Notre « insoumis » national a juste oublié que, si violences il y a, elles ne résultent que du projet de loi travail. Mais, c'est vrai, la candidature à la présidentielle 2017 passe avant tout.

## L'impossible recensement des manifestants blessés ?<sup>2</sup>

Comme le soulignait l'article de *Metronews*, le véritable nombre de victimes parmi les manifestants ne sera jamais communiqué. La préfecture déclare « *Si les gens ne viennent pas porter plainte, on ne peut pas avoir de chiffres* ». Mais, déposées ou non, « *les chiffres des plaintes sont introuvables* »...

Le gouvernement décomposé, aux abois, discrédité, rejeté, hai, n'a plus les moyens politiques de quoi que ce soit. Il n'a plus aucune carte à jouer, si ce n'est celle de la brutalité policière. Son compte est bon.

**Halte à la violence policière ordonnée par le gouvernement !**

**Stop aux interpellations, gardes à vue et assignations à résidence arbitraires de syndicalistes !**

**Arrêt des poursuites et relaxe de tous les manifestants interpellés depuis le 9 mars !**

**Retrait de la « loi travail » !**

*Vincent Lachefer,  
3 mai 2016*

1. [http://www.lepoint.fr/societe/violences-dans-les-manifestations-melenchon-predit-un-deces-01-05-2016-2036236\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/violences-dans-les-manifestations-melenchon-predit-un-deces-01-05-2016-2036236_23.php)
2. <http://www.metronews.fr/info/video-violences-policieres-l-impossible-recensement-des-manifestants-blesses/mpdD!myqazDKxxgcSE/>